

25.9.45 GL/GL

Copy

Direction des Affaires
Politiques & de la Sécurité

Brazzaville, le

30

Septembre

5

114

/AP.-

*copie
pour tous départements
et me rendre*

LE GOUVERNEUR GENERAL DE L'A.E.F.

*Fait
le 9.10.45*

Messieurs les Gouverneurs, Chefs de Territoire

LIBREVILLE
BRAZZAVILLE ✓
BANGUI
FORT-LAMY

J'ai l'honneur de vous faire parvenir,
sous ce pli, pour information une circulaire du Département
relative à la nouvelle politique coloniale française ./-

Pour Copie Conforme :
LE CHEF DE CABINET,

Pour le GOUVERNEUR GÉNÉRAL
Le Secrétaire Général p.i.

h/r

LAYEC

Paris, le 23 Mars 1945.-

Affaires Politiques

N° 3.567

LE MINISTÈRE DES COLONIES

À M.H. LES GOUVERNEURS GÉNÉRAUX

Objet :

.....
de l'A.E.F. à BRAZZAVILLE

Politique Indigène.-

J'ai eu récemment l'occasion de développer à un chef de territoire quelles seront les répercussions de notre politique coloniale dans l'organisation mondiale de demain et la nécessité inéluctable pour la France d'être, conformément à ses traditions, à la fois généreuse et habile, riche de progrès et de sincérité.

J'estime que ces remarques sont suffisamment importantes et nécessaires pour que je vous les communique. Elles rejoindront, j'en suis sûr, votre conviction intime. Les efforts que vous faites et l'action que vous menez ne sont en effet la preuve que je n'ai pas besoin d'insister pour obtenir de vous une adhésion sans réserves aux principes irréfragables sur lesquels doit essentiellement reposer notre action dans le présent et pour l'avenir.

"Le temps arrive en effet, où la France, sans rien négliger dans l'ordre matériel, devra en outre exécuter une opération politique à longue portée par le moyen de son Empire et la multiplication des dispensaires ou même des écoles n'y suffirait pas. Tout le monde peut faire, et je dirai : peut faire à notre place, des dispensaires et des écoles. Seule la France est capable de tenter la grande aventure sentimentale qui assurera et soudra son Empire. Nous avons beaucoup à perdre en ne la risquant pas, tout à gagner en la réalisant.

X

X X

Ce n'est pas une nouveauté de dire que le "colonialisme" européen a toujours été considéré avec une sorte de répulsion aux Etats-Unis. La guerre n'a pas atténué ce sentiment, tout au contraire. Mais tandis qu'il était exprimé naguère sous une forme platonique par une nation dont la puissance n'avait d'autre application que le progrès intérieur, il est aujourd'hui le fait d'un pays bien armé, sur terre, sur mer et dans les airs et dont la force est éprouvée.

Cette Amérique métamorphosée, et que nous rencontrerons désormais sur tous les points de monde, tendra dans ses interventions à effacer ce que l'Amérique de toujours n'a cessé de considérer comme un illogisme choquant et, sans s'inquiéter des contradictions qu'elle-même recèle (attitude à l'égard de ses nationaux de couleur), elle pèsera de toute sa force pour que les "colonies" parviennent à l'indépendance et, en attendant, pour qu'elles soient contrôlées par un organisme international où les Etats-Unis tiendraient une place importante.

.../...

A tout cela s'ajoutent, dans l'esprit américain, des préoccupations politiques et économiques relatives à la sécurité et à la nécessité de déverser un trop plein d'activité. Ainsi se trouvent placées à l'ordre du jour les questions suivantes : bases internationales, régime de l'aviation commerciale et liberté de l'air, liberté douanière, etc... lesquelles intéressent au premier chef l'empire français. Si cet Empire se révélait périssable, si les bords tout au moins en étaient quelque peu entamés, les projets américains s'en trouveraient grandement facilités.

Vous pourrez estimer désormais la situation exacte devant laquelle les colonies françaises se trouvent placées. Le monde a changé durant ces quatre dernières années et nos possessions qui pouvaient s'arranger, jusqu'en 1939, d'un régime familial et un peu fermé, doivent désormais affronter la critique et savoir y répondre.

X

X X

Ce leur serait encore assez facile si la France disposait toujours de ses moyens de puissance. Elle ne les a plus. Armée, flotte, aviation, marine marchande, tout est pour longtemps réduit à peu de chose et l'économie métropolitaine, terriblement blessée, ne se rétablira qu'avec difficulté.

Notre pays est placé dans la nécessité de défendre son bien et de manœuvrer ce seul instrument intact qu'est son Empire par des idées et par des sentiments. Tel est le point de départ de la Conférence de Brazzaville; il suffit de lire le discours inaugural du Général de GAULLE pour s'en convaincre.

Que cherchons-nous en somme ? Nous cherchons à assembler autour de nous toutes les masses indigènes par une politique de confiance et à recevoir d'elles, en échange de notre bonne volonté et de notre bonne foi, le témoignage public et durable de leur préférence absolue pour la France. Ainsi l'anticolonialisme américain perdra ses droits en ce qui concerne : aux lieux et place de populations "coloniales" (mot qu'on traduit par opprimés) nous présenterons des peuples majeurs et forts et qui nous auront décidément choisis comme compagnons. Ajoutez à cela que le Gouvernement prendra des mesures adéquates à propos des bases de sécurité, des lignes aériennes, etc..., qu'il acceptera le régime de la porte ouverte en matière douanière, qu'il compte sur la solidarité britannique, hollandaise et belge, et vous apercevrez que les chances de la France coloniale s'affirment devant le monde de demain.

Mais il est essentiel que le fondement de tout notre système, c'est à dire une politique indigène large et loyale, soit assuré une fois pour toutes.

X

X X

Si la chose est nécessaire au regard de la situation internationale, elle ne s'impose pas moins à chacun des chefs de colonie, autant qu'ils se considéreront, et ils doivent le faire, comme responsables non seulement de la conduite de leur territoire mais de celle de l'Empire dans son ensemble.

J'ai souligné plus haut le terme de bonne foi; c'est à dessein. Les populations indigènes, en Afrique du Nord et en Indochine en particulier, ont trop souvent reproché à la France de leur avoir fait des promesses et de ne pas les avoir tenues. Il y a là une pente à remonter et nous ne la remonterons qu'en exécutant ponctuellement les promesses de Brazzaville à l'égard de ceux pour qui elles ont été faites. Ainsi les autres, et encore une fois je pense à l'Afrique du Nord et à l'Indochine, recevront cette fois le gage de notre fidélité aux engagements pris et nos déclarations à leur endroit ne risqueront pas d'être accueillies avec un scepticisme qui serait, aujourd'hui, dangereux. En d'autres termes, nos chances de "réussir" l'Indochine et l'Afrique du Nord tiennent pour une grande part à la façon dont nous nous serons comportés en Afrique Noire et à Madagascar. Notre volonté, prouvée par les faits, d'élever sincèrement les populations africaines garantira notre intention d'en faire autant dans des régions où il serait très grave dès maintenant, qu'elle fût mise en doute.

Vous saisierez toute la portée de ce que je viens d'écrire dès que vous aurez connaissance de la déclaration que le Gouvernement a faite récemment.

X

X X

Au surplus, cette fausse politique indigène qui effraie certains un peu plus que de raison correspond, il faut bien le reconnaître, à la logique de l'Histoire. L'évolution est un fait inévitable. Il suffit que les "blancs" pénètrent en Afrique pour la provoquer et, quand ~~bien~~ bien même ils n'y mettraient pas eux-mêmes la main, elle continuerait pourtant, du seul fait de leur présence.

Or, ils y ont mis et ils s'obstinent à y mettre la main. Chaque année, c'est une nouvelle équipe de diplômés qui s'ajoute aux anciennes. A chaque catéchisme, ce sont de nouveaux chrétiens qui s'arrachent plus ou moins confusément à l'esprit de conservation. Chaque campagne agricole, chaque échelon administratif franchi, chaque bilan commercial affermissent davantage une bourgeoisie indigène qui prend corps.

Devant cette évolution, irrémédiable et d'ailleurs voulue, il faut tout de même un jour se décider à conclure. Le problème de l'association se pose, il est déjà posé. Seule la position prise par la France à Brazzaville en matière de politique indigène permet de le résoudre.

X

X X

Cette politique indigène, il faut enfin d'ailleurs qu'on s'en explique. Certains, mal informés ou mal intentionnés ont composé une sorte de monstre brazzavillois, aussi dissemblable que possible de l'original et se sont plus, non sans enfantillage, à le mettre en pièces.

Tout spécialement, on a taxé Brazzaville, mon prédécesseur, mes collaborateurs, le Gouverneur Général EDOUARD, qui sais-je encore, de démagogie. Seul le Général de GAULLE a échappé au reproche, encore qu'il eût tenu à ouvrir lui-même la Conférence et à en dégager le sens profond.

Il n'y a pas l'ombre de démagogie dans la politique de Brassaville qui est au contraire, le monument le plus antidémagogique qu'on ait jamais établi en pareille matière. Les propositions de cette politique reviennent en effet à ceci :

que les populations indigènes se sont peu à peu élevées sous notre autorité, qu'il faut résolument hâter cette élévation par l'application d'un programme étendu et efficace d'enseignement et de prophylaxie,

que d'ores et déjà, une classe ou des individualités plus assimilées se dégagent de la masse,

qu'il y a danger pour l'autorité et même sans doute un jour pour la souveraineté française à ne pas donner à cette sorte d'élite un emploi suffisant pour l'exercice de ses facultés,

qu'un tel emploi implique l'épreuve de l'esprit de responsabilité et que, si l'élite indigène aspire, ce qui est juste, à la considération, cette considération sera le prix des responsabilités acceptées,

qu'il n'est pas question ici pour commencer de responsabilités politiques, ce mot étant pris dans son sens parlementaire, mais qu'il convient au contraire "d'essayer" d'abord les évolués dans les postes administratifs ou économiques, dans les conseils régionaux (à condition qu'ils soient sincèrement appelés à discuter dans les sociétés de prévoyance ou coopératives, dans les communes indigènes, etc...)

qu'il importe toutefois de pratiquer cet essai de bonne foi et de ne pas profiter du premier échec ou de la première faute pour y mettre fin, qu'il convient au contraire d'aider de tout cœur les novices et de les redresser afin de les faire aboutir heureusement au terme de leur épreuve,

qu'ils sentent la franchise de notre sollicitude laquelle ne doit pas se laisser arrêter par des défauts agaçants mais surtout apparents,

que nous ne mesurons pas les possibilités offertes aux évolués et que nous ne considérons pas qu'ils n'aient droit, a priori, qu'aux emplois subalternes; c'est par là sans doute qu'ils commenceront mais il ne faut pas décider qu'ils n'en sortiraient pas,

qu'une représentation indigène, assise sur de telles bases, est possible et souhaitable, qu'elle a d'ailleurs été déjà conçue de la sorte et proprio motu par le Cameroun, que le système actuel peut toutefois être élargi avec avantages car il convient politiquement de suivre une société en progrès.

X

X X

Il n'y a vraiment, dans tout cela, rien d'imprudent, pourtant, sur certains points, d'anciens ont pris des positions contraires. Je note par exemple que l'on a discuté l'opportunité d'établir un programme d'enseignement extensif, que l'on préfère en tout état de cause l'enseignement professionnel à l'enseignement intellectuel, que l'on entend ne réserver aux indigènes que les emplois subalternes, que le nouveau projet d'assemblée paraît prématuré.

A toutes ces objections, j'ai déjà répondu par des arguments d'ordre impérial, d'ordre international et d'ordre critique. Je n'y ajouterai que quelques remarques à propos du régime du travail et de l'indigénat.

Je ne puis que vous prier de préparer les esprits à la promulgation du nouveau code de travail. Cette opération nécessaire aura lieu lorsque le texte définitif aura été adopté. Les innovations qu'il comporte répondent à des engagements pris par la France à la Conférence de Philadelphie et je vous rappelle à ce sujet que des représentants de l'Afrique faisaient partie à la Conférence du Travail de mai dernier de la Délégation Française.

Je n'ignore pas que la colonisation européenne en général y est hostile. Mais ceux-là même qui s'y opposent ne sont-ils pas et pour les mêmes raisons partisans du travail forcé que vous êtes unanimes à condamner ?

La suppression de l'indigénat, tout comme le code du travail est une mesure logique; vous vous rappelez sans doute que la Conférence de Bruxelles a décidé qu'elle serait accomplie à la fin des hostilités. Il n'y a pas à revenir là-dessus et l'on peut dire présentement que l'indigénat ne bénéficie que du sursis.

Dès que vous l'estimeres possible, les infractions qu'il sanctionne relèveront de la compétence des tribunaux indigènes.

X X X

Pour conclure, j'estime que pour assurer la solidarité de la Fédération harmonieuse que constitueront bientôt la Mère-Patrie et ses territoires d'outre-mer, il faut que la France recoure à un attachement sentimental, à un plébiscite des coeurs. Elle n'y parviendra que si l'élite indigène, débridée par notre politique de sollicitude et de confiance, revient d'un seul élan à nous.

J'ai dit : revient. C'est qu'en effet, je crois qu'elle a douté ou s'est impatientée de nous ou plutôt qu'elle a douté ou s'est impatientée de l'administration locale et des éléments de l'opinion européenne qui faisaient corps avec cette administration.

Vous avez pu certes, au cours de vos contacts avec les indigènes, avoir l'impression d'être parfaitement bien entendu d'eux. Mais cela, sans doute, ne signifie pas, tout au contraire, qu'ils aient renoncé à l'espoir qu'ils se sont donné. Simplement, ils le placent en vous. Les mots, en pareil cas, ont moins de sens que l'attitude. En fait, il reste à conquérir cette jeunesse qui, j'en suis certain, se portera tout d'un élan à vous si votre commandement lui apporte confiance et sollicitude, selon les modes que j'ai exposés plus haut.

Dans cette tâche nécessaire, et que le Gouvernement vous assigne, vous rencontrerez de grands obstacles. Je sais l'état de l'opinion européenne et combien nos soucis lui sont obscurs par ses soucis locaux. Il ne faut pas reculer pour autant devant la besogne.

Je n'ignore point à quel point votre tâche, ainsi définie, demeure ardue - à vrai dire, autant mes instructions sont strictes dans leur principe, autant j'entends vous laisser d'initiative dans l'exécution. Il ne s'agit pas de mettre vos territoires à feu et à sang, ni d'ouvrir violemment une crise inutile. Mais je vous connais assez pour savoir que vous prendrez les moyens nécessaires afin d'appliquer ce programme, sans plus de heurts, qu'il ne convient. Encore une fois, je vous donne à cet égard toute latitude et je compte sur votre talent et sur votre dévouement au Pays. /-

GIACOMINI.

Pour Copie Conforme :
Le Chef de la 1ère Section de la Direction
des Affaires Politiques & de la Sécurité,

LISEPTE.-

6/5/46 CM/RR

Direction des Affaires
Politiques

278 AP/I

*tous sécrétaires
pour
ci-joint*

Confidentiel

8 Mai 1946

Politique d'union
française

I p. j.

Messieurs les Gouverneurs Chefs de Territoire

BANGUI
FORT-LAMY
LIBREVILLE

(pelure pour Moyen-Congo)

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de la circulaire N° 4547 du 8 avril 1946 de M. le Ministre de la France d'Outre-Mer, touchant l'incompréhension plus ou moins marquée que rencontre, dans certains milieux européens et indigènes, la politique de l'union française.

Vous voudrez bien communiquer la dépêche du Département à tous les fonctionnaires et personnalités européens et expliquer les tendances nouvelles aux notables et fonctionnaires indigènes.

Il importe, absolument, de tout mettre en œuvre pour tarir le plus rapidement possible cette source d'incompréhension mutuelle et pour créer ou développer un climat indispensable à l'intime sympathie des esprits et des cœurs.

J'apprécierai de trouver dans vos bulletins mensuels de renseignements politiques, un compte rendu précis sur l'état d'évolution de cette question, vous demandant, au surplus, de ne pas hésiter à me rendre compte immédiatement, et par les voies les plus rapides, de tout incident pouvant intervenir dans un domaine que je signale à votre particulière vigilance.

signé : Bayardelle

*Par Copie Confiance
Le Chef de Bureau
[Signature]
[Signature]
[Signature]*

CONFIDENTIEL

MINISTRE DE LA FRANCE d'OUTRE-MER
27, rue Oudinot - PARIS -

N° 4547

Direction des Affaires
Politiques

1er Bureau

Paris, le 8 avril 1946

LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE MER

À Monsieur le Gouverneur Général
de l' A.E.F. BRAZZAVILLE

Des renseignements provenant des territoires coloniaux, il apparaîtrait que certains éléments de la population européenne font preuve à l'égard des indigènes de sentiments racistes d'autant plus marqués que notre doctrine coloniale s'oriente vers un large libéralisme et l'égalité humaine de tous les peuples de l'Union Française. Il semblerait, par ailleurs, que des sentiments analogues se feraient jour chez certains indigènes à l'encontre des fonctionnaires et des colons venant de la Métropole.

Il est à craindre qu'à l'occasion des importantes décisions que l'Assemblée Nationale Constituante sera appelée à prendre en ce qui concerne la nouvelle Constitution, cette attitude raciste ne s'accroisse de part et d'autre. Elle ne saurait être que génératrice de troubles et risquerait de compromettre l'œuvre grandiose à laquelle le Gouvernement s'est attaché.

Il faut admettre que ces mouvements constituent, si l'on peut dire le choc en retour de notre politique coloniale. Il eût été vain d'imaginer, en effet, qu'elle puisse d'emblée entraîner l'adhésion de tous les éléments métropolitains résidant à la colonie comme de concevoir que tous les autochtones soient capables d'apprécier avec justesse la place qui est la leur dans la cité française. Chez les uns la longue routine morale de la supériorité du blanc les ont empêché de discerner la signification profonde de l'évolution et de la transformation des milieux indigènes et d'admettre aujourd'hui la sanction légitime que nous leur accordons. Chez les autres le passage de la sujétion de l'ancien ordre colonial à l'union fraternelle des peuples français ne peut aller sans provoquer certaines réactions instinctives contre tout ce qui représente encore le passé.

Les deux positions sont blâmables.

La réforme politique et sociale entreprise par le Gouvernement et qui doit sceller l'unité de la France dans le monde n'est pas uniquement une affaire de gouvernement. Elle est l'affaire d'un peuple entier et ne saurait tirer le maximum de ses effets que si tous les éléments de la population, sans distinction, aucune, concourent loyalement à sa réussite. Elle n'est pas faite pour l'un ou contre l'autre. Elle est

Elle n'est pas faite pour l'un ou contre l'autre. Elle est dans sa conception humaine et ses principes politiques à la fois naturelle et nécessaire pour tous.

C'est dans cet esprit que je suis amené à demander à ce que tout soit mis en oeuvre dans les territoires coloniaux afin de créer le climat indispensable à la réussite de cette réforme et d'éviter les incidents qui, pour si minimes et localisés qu'ils apparaissent, n'en risquent pas moins de semer la suspicion dans les esprits sur la légitimité de son intervention et les résultats qu'on peut en attendre.

Or, ceci est l'oeuvre de l'Administration. Oeuvre qui demande d'abord chez tous les fonctionnaires à quelque échelon qu'ils soient une sincérité sans réticence et une patience inlassable et pour lesquels aucune défaillance ne saurait être tolérée. Il importe ensuite que l'administration, à chaque occasion, fasse comprendre aux Européens qui s'attardent encore dans des idées de temps révolus combien leur attitude peut être nuisible à l'intérêt français et partant à leur propre intérêt. Elle doit s'attacher par ailleurs à éliminer de l'esprit indigène toute rancune à l'égard de ceux en qui ils ont pu voir jadis des maîtres mais auxquels ils sont aujourd'hui redevables de tant de bienfaits.

C'est à cette condition et à cette condition seule que nous arriverons à créer dans les territoires d'outre-mer ces communautés harmonieuses basées sur une profonde estime mutuelle, où chacun sans distinction d'origine occupera la place que lui reconnaissent ses mérites et où tous concourront également à leur prospérité.

Je vous prie de bien vouloir porter la présente dépêche à la connaissance des fonctionnaires placés sous vos ordres.

signé: M. MOUTET.

DIRECTION DES AFFAIRES
POLITIQUES

C O P I E

P/SE.

N° 278 / AP.1

CONFIDENTIEL

Brazzaville, le 8 Mai 1946

OBJET :

LE GOUVERNEUR GENERAL DE L'A. E. F.

Politique d'union fran-
çaise.

à Messieurs les Gouverneurs Chefs de Territoire

1 pièce jointe.

BANGUI
FORT-LAMY
LIBREVILLE

(pelure pour Moyen-Congo)

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de la circulaire N° 4547 du 8 Avril 1946 de M.le Ministre de la France d'Outre-Mer, touchant l'incompréhension plus ou moins marquée que rencontre, dans certains milieux européens et indigènes, la politique de l'union française.

Vous voudrez bien communiquer la dépêche du Département à tous les fonctionnaires et personnalités européens et expliquer les tendances nouvelles aux notables et fonctionnaires indigènes.

Il importe, absolument, de tout mettre en oeuvre pour tarir le plus rapidement possible cette source d'incompréhension mutuelle et pour créer ou développer un climat indispensable à l'intime sympathie des esprits et des coeurs.

J'apprécierais de trouver dans vos bulletins mensuels de renseignements politiques, un compte rendu précis sur l'état d'évolution de cette question, vous demandant, au surplus, de ne pas hésiter à me rendre compte immédiatement, et par les voies les plus rapides, de tout incident pouvant intervenir dans un domaine que je signale à votre particulière vigilance.

Signé : HAYARDELLE.-

Pour Copie Conforme
Le Chef de Cabinet,
GAGNON.-

Pour copie conforme
Le Chef de Cabinet du Moyen-Congo,

Annotation du Gouverneur
du Moyen-Congo

MS2

Tous Départements pour application des
instructions ci-après.

LANDRAU.-

N° 4547

Direction des Affaires
Politiques

1er Bureau

Paris, le 8 Avril 1946

LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

à Monsieur le Gouverneur Général de l'A.E.F.

- BRASAVILLE -

Des renseignements provenant des territoires coloniaux, il apparaît que certains éléments de la population européenne font preuve à l'égard des indigènes de sentiments racistes d'autant plus marqués que notre doctrine coloniale s'oriente vers un large libéralisme et l'égalité humaine de tous les peuples de l'Union Française. Il semblerait, par ailleurs, que des sentiments analogues se feraient jour chez certains indigènes à l'encontre des fonctionnaires et des colons venant de la Métropole.

Il est à craindre qu'à l'occasion des importantes décisions que l'Assemblée Nationale Constituante sera appelée à prendre en ce qui concerne la nouvelle Constitution; cette attitude raciste ne s'accroisse de part et d'autre. Elle ne saurait être que génératrice de troubles et risquerait de compromettre l'œuvre grandiose à laquelle le Gouvernement s'est attaché.

Il faut admettre que ses mouvements constituent, si l'on peut dire le choc en retour de notre politique coloniale. Il eût été vain d'imaginer, en effet, qu'elle puisse d'emblée entraîner l'adhésion de tous les éléments métropolitains résidant à la colonie comme de concevoir que tous les autochtones soient capables d'apprécier avec justesse la place qui est la leur dans la cité française. Chez les uns la longue routine morale de la supériorité du blanc les ont empêchés de discerner la signification profonde de l'évolution et de la transformation des milieux indigènes et d'admettre aujourd'hui la sanction légitime que nous leur accordons. Chez les autres le passage de la sujétion de l'ancien ordre colonial à l'union fraternelle des peuples français ne peut aller sans provoquer certaines réactions instinctives contre tout ce qui représente encore le passé.

Les deux positions sont blâmables.

La réforme politique et sociale entreprise par le Gouvernement et qui doit sceller l'unité de la France dans le monde n'est pas uniquement une affaire de gouvernement. Elle est l'affaire d'un peuple entier et ne saurait tirer le maximum de ses effets que si tous les éléments de la population, sans distinction, aucune, concourent loyalement à sa réussite. Elle n'est pas faite pour l'un ou contre l'autre. ~~Elle n'est pas faite pour l'un ou contre l'autre.~~

Elle est dans sa conception humaine et ses principes politiques à la fois naturelle et nécessaire pour tous.

C'est dans cet esprit que je suis amené à demander à ce que tout soit mis en oeuvre dans les territoires coloniaux afin de créer le climat indispensable à la réussite de cette réforme et d'éviter les incidents qui, pour si minimes et localisés qu'ils apparaissent, n'en risquent pas ~~moins~~ moins de semer la suspicion dans les esprits sur la légitimité de son intervention et les résultats qu'on peut en attendre.

Or, ceci est l'oeuvre de l'Administration. Oeuvre qui demande d'abord chez tous les fonctionnaires à quelque échelon qu'ils soient une sincérité sans réticence et une patience inlassable et pour lesquels aucune défaillance ne saurait être tolérée. Il importe ensuite que l'administration, à chaque occasion, fasse comprendre aux Européens qui s'attardent encore dans des idées de temps révolus combien leur attitude peut être nuisible à l'intérêt français et partant à leur propre intérêt. Elle doit s'attacher par ailleurs à éliminer de l'esprit indigène toute rancune à l'égard de ceux en qui ils ont pu voir jadis des maîtres mais auxquels ils sont aujourd'hui redevables de tant de bienfaits.

C'est à cette condition ~~maximale~~ et à cette condition seule que nous arriverons à créer dans les territoires d'outre-mer ces communautés harmonieuses basées sur une profonde estime mutuelle, où chacun sans distinction d'origine occupera la place que lui reconnaissent ses mérites et où tous concourront également à leur prospérité.

Je vous prie de bien vouloir porter la présente dépêche à la connaissance des fonctionnaires placés sous vos ordres.

Signé : M. MOUTET.